



Déclaration liminaire du PAS38

CAPD du 23 novembre 2021

Madame la directrice des services de l'Éducation nationale, mesdames et messieurs les membres de la commission,

Cette première CAPD de l'année est convoquée pour examiner uniquement les recours des demandes de temps partiels. Cet ordre du jour minimaliste assène une fois de plus la négation du rôle que pourraient, et devraient tenir, les représentants du personnel. Nous avons été élus pour assurer la défense des intérêts professionnels des personnels, comme affiché sur la site du gouvernement. Or, comment faire quand le nombre de CAPD est réduit à peau de chagrin, que nous n'avons plus accès à nombre de documents importants, que nous ne sommes plus consultés sur toutes les questions qui concernent les intérêts professionnels de nos collègues (la formation continue, l'entrée dans le métier, la condition des directeurs, celle des remplaçants, l'ASH, le mouvement, les promotions) ? Nos collègues continuent à nous solliciter pour des incompréhensions de décisions ou pour les accompagner lors de rendez-vous auprès des IEN ou de la DASEN. Certes, nous pouvons les renvoyer vers les services de la DSDEN, mais s'ils ont fait appel à nous, c'est parce que nous sommes sur le terrain, et qu'une personne réelle a plus d'humanité qu'un « ticket » numérique. Et nous avons besoin d'être pleinement informés pour pouvoir jouer notre rôle auprès de tous les personnels.

Nous saluons le travail des services, mais notre travail est aussi indispensable pour que les personnels de l'Éducation nationale vivent leur métier aussi bien que possible.

La loi Rilhac suscite toujours autant d'inquiétudes pour le PAS38. Le nouveau statut des directeurs risque d'entraîner une attribution et un maintien sur les postes de direction des candidats qui appliqueront sans ciller les directives de leur supérieur hiérarchique, sans discussion possible. Au sein des équipes, l'unité possible jusque là risque d'être brisée et la collégialité impossible, si les idées et le fonctionnement des collègues ne correspondent pas à la vision du directeur ou de la directrice. Le PAS38 prônera toujours la plus grande efficacité pour tous (élèves, famille, personnels, Éducation nationale en général) d'une direction collective de l'école.

Enfin, les évaluations nationales semblent montrer que les élèves de CP et CE1 ont retrouvé les niveaux d'avant le premier confinement. Avions-nous vraiment besoin de ces évaluations pour le confirmer ? Ne pouvons-nous tout simplement pas faire confiance au travail des enseignants et des élèves, sans toujours le contrôler à grande échelle ? D'autant plus que ces évaluations montrent aussi que les enfants scolarisés en REP déchiffrent bien, mais ne comprennent pas les textes plus complexes. Est-ce un progrès ? Ou plutôt le résultat d'une pression mise sur les enseignants pour enseigner le déchiffrage au plus vite, en laissant de côté le sens et le plaisir de la lecture ? Ceux qui n'ont que l'école pour accéder à la lecture sont encore plus pénalisés, ne pouvant combler les lacunes d'une lecture simplement mécanique...

Améliorer le système éducatif, et par là même, la société en général, reste notre objectif principal. Et nous ne le concevons pas sans construction collective, sans débat de fond avec tous les acteurs concernés (élèves en premier lieu, personnels, familles, administration), sans remise à plat des dysfonctionnements trop nombreux constatés quotidiennement par tous. Nous continuerons à réfléchir et à faire réfléchir, parce que c'est l'unique façon de faire que nous connaissons et avons éprouvée pour améliorer l'Éducation nationale !

Elisa Cecillon, déléguée du personnel